

Bilan
1204 Genève
022/ 322 36 36
www.bilan.ch

Medienart: Print
Medientyp: Publikumszeitschriften
Auflage: 14'249
Erscheinungsweise: 26x jährlich

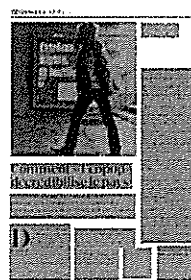
Themen-Nr.: 272.003
Abo-Nr.: 272003
Seite: 18
Fläche: 76'778 mm²



Cette fois, la campagne contre «Ecopop» est beaucoup plus présente que celle contre l'initiative du 9 février.

Comment «Ecopop» décrédibilise le pays

PAR MARY VAKARIDIS | L'initiative voulant limiter drastiquement l'immigration et distribuer des contraceptifs dans le tiers-monde nuit à la réputation suisse d'ouverture et d'accueil des entreprises.



Bilan
1204 Genève
022/ 322 36 36
www.bilan.ch

Medienart: Print
Medientyp: Publikumszeitschriften
Auflage: 14'249
Erscheinungsweise: 26x jährlich

Themen-Nr.: 272.003
Abo-Nr.: 272003
Seite: 18
Fläche: 76'778 mm²

DIRECTEUR DE LA CHAMBRE de commerce américano-suisse (AmCham), Martin Naville est énervé: «Avec son côté farfelu, l'initiative «Ecopop» décrédibilise le système helvétique sur la scène internationale. La population suisse va se prononcer sur un texte qui préconise quasiment l'arrêt de l'immigration et la distribution de moyens de contraception dans le tiers-monde dans l'esprit le plus colonialiste. Chez les expatriés comme dans les multinationales, la votation génère l'incertitude sur l'existence d'un climat favorable aux affaires en Suisse. Car rien n'exclut qu'arrivent à l'avenir de nouvelles idées encore plus absurdes devant le peuple.»

L'initiative «Ecopop», c'est ce texte qui demande que le solde migratoire annuel ne dépasse pas 0,2% de la population résidente. Une proportion qui correspond à moins de 17 000 personnes, alors que

**LA MULTIPLICATION
DES INITIATIVES
MET À RUDE ÉPREUVE
ÉCONOMIE SUISSE,
EN MATIÈRE DE BUDGET
ET DE PERSONNEL**

rien qu'en 2013 le solde migratoire a atteint 87 000 nouveaux habitants. Voulant aussi limiter l'augmentation de la population au niveau mondial, les militants prônent la distribution de contraceptifs dans les pays bénéficiant de l'aide au développement de la Suisse pour 10% des fonds alloués, soit quelque 150 millions de francs par an.

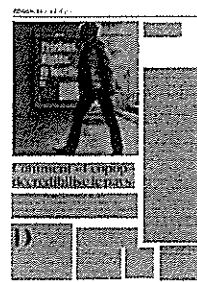
Dans son message du 14 octobre dernier, le Conseil fédéral rejetait catégoriquement l'initiative, estimant que «ces mesures ne régleront pas le moindre problème d'environnement». Un taux bas et rigide d'immigration doit en outre nuire à l'économie et plomber les relations avec l'Union européenne.

L'initiative a fédéré contre elle l'ensemble des partis traditionnels ainsi qu'une large alliance qui va des syndicats aux patrons en passant par les milieux académiques. Dans la presse dominicale, le CEO de Roche, Severin Schwan, déclarait: «La Suisse est considérée pour sa fiabilité, son ouverture et son esprit d'innovation. «Ecopop» mettrait cette réputation en danger si elle n'était pas clairement rejetée.» De son côté, le syndicat Unia appelle aussi à voter non: «L'initiative est xénophobe. Elle entraînerait des salaires médiocres et mettrait les emplois en danger.»

«La mobilisation est beaucoup plus large que pour l'initiative du 9 février. Echaudés par ce oui surprise, les milieux de la recherche et de la formation se montrent très présents. Les partis sont entrés cette fois-ci très tôt dans la campagne. Les Verts ont par exemple adressé des messages pour sensibiliser leur base dès le début de l'été», relève Cristina Gaggini, directrice romande d'EconomieSuisse.

Deux initiatives de ce type par décennie

Depuis l'initiative «contre l'emprise étrangère», dite initiative Schwarzenbach, rejetée à 54% en 1970, les votations à caractère antimigratoire se succèdent au



Bilan
1204 Genève
022/ 322 36 36
www.bilan.ch

Medienart: Print
Medientyp: Publikumszeitschriften
Auflage: 14'249
Erscheinungsweise: 26x jährlich

Themen-Nr.: 272.003
Abo-Nr.: 272003
Seite: 18
Fläche: 76'778 mm²



«Ecopop» fédère contre elle l'ensemble des partis traditionnels, ainsi que des patrons et des syndicats.

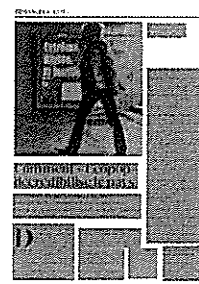
rythme de deux par décennie, constate Etienne Piguet, professeur à l'Université de Neuchâtel. «Les textes portent d'habitude sur un plafonnement de l'immigration. «Ecopop» est la première initiative à lier les questions d'environnement et de population étrangère.»

Née dans la foulée du rejet de l'initiative Schwarzenbach, l'association Ecologie et Population (Ecopop) se soucie de l'impact de la croissance de la population sur les ressources environnementales. Pour Etienne Piguet, spécialiste des migrations, l'initiative «Ecopop» se profile comme un objet politique non identifié opérant des rapprochements improbables entre groupes que tout oppose. «Chez les partisans, vous trouvez des altermondialistes, des militants anticroissance et des idéalistes tenant du développement solidaire. Mais il y a aussi des écologistes dont certains appartiennent à une ligne dure, parfois qualifiée de «fascisme vert», idéologiquement proche de certaines mouvances d'extrême droite.»

Des signaux dévastateurs

La votation sur «Ecopop» succède à un oui aux initiatives «Halte aux résidences

secondaires» (2012), «Minder» (2013) et bien sûr «Contre l'immigration de masse». Ces dernières ont envoyé des signaux dévastateurs quant au climat d'accueil en Suisse. Du point de vue des mœurs politiques, l'initiative populaire s'est muée en moteur de campagne pour les partis et en levier d'action pour d'obscurs groupuscules comme



Bilan
1204 Genève
022/ 322 36 36
www.bilan.ch

Medienort: Print
Medientyp: Publikumszeitschriften
Auflage: 14'249
Erscheinungsweise: 26x jährlich

Themen-Nr.: 272.003
Abo-Nr.: 272003
Seite: 18
Fläche: 76'778 mm²

«Ecopop», regrette Martin Naville.

Ce dernier tient à jour une liste d'objets à potentiel «anti-business». Y figurent notamment trois initiatives qui passeront bientôt en votation: «Pour un revenu de base inconditionnel», «Imposer les successions pour financer notre AVS» ou encore celle de l'UDC, «Pour la primauté du droit suisse sur le droit international». «Les menaces portent essentiellement sur l'immigration, la fiscalité et les relations futures avec l'Union européenne», synthétise-t-il.

«Le système politique suisse est garant de continuité tant que les forces politiques montrent un souci du long terme. Mais dès qu'interviennent des vellétés de marketing politique, les partis cèdent à la démagogie et lancent des initiatives contre-productives pour la prospérité helvétique», analyse Martin Naville.

La multiplication des initiatives inquiète, entre autres, les tenants d'une place économique forte. «Les objets soumis au vote concernant directement l'économie chaque année ont facilement doublé. En matière de budget et de personnel, les ressources d'une association comme EconomieSuisse sont mises à rude épreuve. Plus grave, cette inflation risque de provoquer un ras-le-bol chez les citoyens, qui pourraient abandonner les urnes aux franges les plus politisées et polarisées de la population.»

Alors que faire? «En tant que lobby, nous pouvons rendre attentifs les politiciens aux limites de l'exercice. La solution d'augmentation du nombre de signatures nécessaires est à analyser avec prudence, car elle pénaliserait les petits mouvements aux moyens limités, ce que nous ne souhaitons pas», ajoute Cristina Gaggini. Au moment des pronostics, elle accorde toutefois peu de chances à l'initiative «Ecopop», du moins du côté romand. «Sur le terrain, j'ai affaire avec des citoyens déjà convaincus de voter non, ce qui n'était pas le cas avant le 9 février. Les partisans de l'initiative

«Contre l'immigration de masse» estiment avoir donné leur avis au moment du vote et attendent maintenant la mise en œuvre du texte.» ■

DES PARTISANS VICTIMES DE LYNCHAGE

CAMPAGNE Les partisans d'«Ecopop» font l'objet d'un traitement qu'il faut parfois assimiler au lynchage. Ce dont s'est insurgé l'éditorialiste Pascal Décaillet dans un blog hébergé par la «Tribune de Genève» où il écrit: «La question migratoire en Suisse, ON A LE DROIT DE LA POSER.» Etienne Piguet renchérit: «Les attaques contre les partisans d'«Ecopop» qui se font traiter de racistes et de fascistes sont beaucoup plus dures que celles adressées à l'UDC lors de la campagne pour l'initiative «Stop à l'immigration de masse». Une virulence inhabituelle dans la pratique helvétique de la démocratie directe.» Le professeur à l'Université de Neuchâtel nuance: «Certes, les solutions prônées sont sujettes à caution. Néanmoins, l'initiative pointe un fait démontré par les études du GIEC, le groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat: les améliorations technologiques limitant les émissions de CO₂ sont entièrement annulées dans l'augmentation de la population mondiale. L'initiative coïncide avec la montée des inquiétudes liées aux changements climatiques dans les mentalités.»